

de l'électricité et celle de l'automobile, profiteraient au contraire du libre-échange avec le Royaume-Uni, car elles pourraient ainsi vendre certains de leurs produits sur le marché du Royaume-Uni, qui leur est pour ainsi dire fermé à l'heure actuelle.

Nous affirmons qu'il faudrait changer du tout au tout la politique commerciale du Canada. A notre avis, au lieu de nous fier à des tarifs douaniers pour sauvegarder une part d'un marché restreint, nous devrions chercher à agrandir le marché qui nous est accessible et ne pas nous contenter de conserver notre part de ce grand marché. Nous croyons que si l'organisme commercial international que l'on avait proposé après la guerre n'avait pas été sabordé par ceux qui désiraient voir reparaître les vieilles pratiques commerciales du monde, le commerce mondial s'en porterait aujourd'hui beaucoup mieux.

L'un des objectifs fondamentaux de l'organisme commercial international actuel est d'organiser le commerce sur le plan international en vue de garantir le plein emploi et un niveau de vie élevé. Les adeptes d'une organisation internationale du commerce se sont rendu compte que les cartels internationaux représentaient un élément important de certains des problèmes commerciaux alors existants et c'était pour régler ces problèmes et d'autres questions qu'on a proposé d'établir cette organisation en vue d'aider à l'établissement d'un commerce plus libre entre les nations.

L'organisation internationale du commerce n'a pas été établie mais le Canada doit continuer d'insister sur cette idée et, en ce qui concerne son propre commerce, adopter une attitude positive plutôt que négative. Nous sommes d'avis qu'un commerce international méthodiquement organisé par l'établissement de commissions nationales d'exportation et d'importation nous permettrait de conclure des accords commerciaux profitables, d'étendre notre commerce, de protéger notre intérêt national et de relever notre économie.

On peut mesurer la magnitude du problème de notre commerce en comparant le déficit du compte courant, pour la première moitié de cette année, avec celui de la période correspondante de 1956. Pour la première moitié de l'année courante, notre déficit s'est établi à 914 millions de dollars comparativement à 798 millions l'année précédente et à 348 millions pour la première moitié de 1955. C'est un chiffre astronomique; quand on songe que près du quart de ce solde, soit une somme de 212 millions, provient d'un déficit aux comptes de l'intérêt et des dividendes, il devient évident que nous ne pouvons plus continuer de compter, comme par

le passé, sur l'importation de capitaux américains pour équilibrer notre compte courant.

Les intérêts et les dividendes ont fort augmenté par rapport à la période correspondante de 1956, alors qu'ils atteignaient le chiffre de 154 millions. A mesure qu'augmentent les investissements étrangers au Canada, les déficits à l'égard du service des intérêts et des dividendes augmenteront également. C'est pourquoi s'aggravera aussi le problème né de ce que nous nous sommes jusqu'ici appuyés sur les investissements américains. En effet nous compterons de plus en plus sur le flot d'argent américain au Canada pour combler les déficits dans notre balance des comptes commerciaux. Le Canada deviendra ainsi plus vulnérable, non seulement au mouvement de l'économie américaine, mais encore aux pressions économiques, voire politiques.

Je me souviens que tout récemment encore, pendant les élections, et depuis, le parti conservateur s'est déclaré ardemment acquis à la nécessité de protéger le Canada contre la mainmise des grandes sociétés américaines qui jouent un rôle considérable dans les investissements américains dans notre pays. Il y a quelques jours je lisais que le ministre des Finances conservateur, prenant la parole à New-York, allait chercher à y rassurer les capitalistes américains, troublés par ces propos, en les assurant d'un chaleureux accueil dans notre pays.

Pour nous, nous ne sommes pas hostiles aux placements étrangers chez nous, à condition qu'ils nous soient avantageux. Qu'il me soit permis de répéter que ce qu'il nous faut c'est une mise en valeur rationnelle de nos ressources et de notre industrie. Il faut pour cela diriger et contrôler les investissements par l'entremise d'une commission nationale de planification responsable devant le parlement du Canada. Faute de planification et de régie, dans l'intérêt public, nous subissons la plaie d'une inflation désordonnée. Ainsi, je sais que l'indice des prix à la consommation n'a cessé de monter et qu'en août dernier il atteignait le niveau le plus élevé dans l'histoire du Canada. Au cours des dernières élections générales, le coût de la vie a été une des principales questions dont s'est préoccupé le public du Canada. Toutefois, cette question brille par son absence dans le discours du trône. Nous désirons ardemment savoir pourquoi le Gouvernement, comme son prédécesseur, a feint d'ignorer ce problème.

Bien entendu, nous savons que nos amis libéraux, conservateurs et créditistes ont uni leurs forces pour s'opposer aux tentatives de notre groupe à la Chambre pour conserver les précieuses régies des prix que nous croyons essentielles pour maîtriser l'inflation, mais il est étonnant de constater que le